Perspectives chinoises

2010/3 | 2010
Taiwan : consolation d'une société démocratique et distincte

Risques et protestations dans la « Green Silicon Island »

Les luttes pour la visibilité des maladies industrielles à Taiwan

Paul Jobin

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5659
ISSN : 1996-4609

Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 1 septembre 2010
ISBN : 978-2-9533678-4-3
ISSN : 1021-9013

Référence électronique
Paul Jobin, « Risques et protestations dans la « Green Silicon Island » », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2010/3 | 2010, mis en ligne le 01 septembre 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5659

© Tous droits réservés

perspectives chinoises

Risques et protestations dans la « *Green Silicon Island* »

Les luttes pour la visibilité des maladies industrielles à Taiwan

PAUL JOBIN

Cet article présente les luttes de différents acteurs, allant des ONG écologistes aux militants proches du mouvement ouvrier, pour donner une plus grande visibilité sociale aux risques industriels. Après une description des étapes clés du mouvement environnemental taiwanais depuis la transition démocratique du milieu des années 1980, la seconde partie s'intéresse aux ONG du travail qui représentent une forme originale de mobilisation pour la réforme du système de reconnaissance des maladies professionnelles. Les cas examinés couvrent diverses industries (nucléaire, chimie, électronique, etc.) et différentes conséquences en termes de santé publique comme les maladies pulmonaires et les cancers.

Lors de son discours inaugural en l'an 2000, le président Chen Shui-bian faisait part de son projet ambitieux de convertir Taiwan en « île verte du silicium » (*lüse xidao* ou « Green Silicon Island »). Il exprimait par ces mots l'intention du gouvernement du Parti démocrate progressiste (ci-après DPP selon l'acronyme anglais) de poursuivre le développement de l'industrie électronique taiwanaise, amorcée auparavant sur le modèle de la Silicon Valley californienne, mais cette fois teintée d'une touche écologique. Qu'en est-il aujourd'hui ? Taiwan est-elle l'île verte qu'il prédisait ?

Au cours des 20 dernières années, Taiwan a développé un système public très efficace d'assurance maladie que bon nombre de pays industrialisés pourraient envier. Le haut niveau de formation des médecins, des chercheurs et des agents de santé publique permet un traitement efficace des maladies et des épidémies d'origine « naturelle » (si tant est qu'une telle distinction soit possible). Mais, lorsqu'il est question de pathologies imputables aux activités industrielles la situation est sans doute moins enviable. Tout comme le Japon et la Corée, Taiwan a subi, à partir du milieu des années 1960, une pollution massive due, entre autres, à l'acier, au ciment, à la pâte à papier et à la pétrochimie. Alors qu'il est encore question de déterminer les conséquences de cette pollution, les derniers développements industriels, comme le nucléaire ou les usines d'électronique, ont également créé de nouveaux types de problèmes. Les cols blancs ont aussi leur lot de maladies professionnelles dont les symptômes peuvent être notamment causés par le stress.

Cet article aborde les conséquences funestes de l'économie et du travail sur la santé publique. Il s'agit, d'une part, des « risques occupationnels [1] » ou les « dégâts du travail » [2], qui concernent ce qui se passe à l'intérieur des sites professionnels (allant de la mine aux usines d'électronique en passant par les centrales nucléaires, les sites de construction ou encore la salle de rédaction d'un quotidien) et, d'autre part, des *risques environnementaux* ou la *pollution industrielle*, qui couvrent les incidences extérieures des activités industrielles sur l'environnement et les espaces de vie sociale. L'approche adoptée ici ne relève toutefois pas de la santé publique ou de l'épidémiologie mais de la sociologie, discipline qui offre une perspective adéquate pour comprendre comment, dans certains cas, des mouvements protestataires voient le jour, alors que dans d'autres les risques restent *invisibles* et ne se transforment pas en objet public identifié. Ceci impose de laisser de côté les considérations sur la « société postindustrielle », pour appréhender les *sociétés industrielles* en tant que telles. L'exemple de Taiwan montre que si des usines déménagent de Taiwan vers la Chine, cela ne veut pas dire que le pays est désormais « postindustriel », mais plutôt que des changements sont en cours dans le monde du travail, la structure industrielle, les politiques de santé publique, avec bien évidemment, des conséquences multiples pour l'économie, au niveau local, national et entre les deux rives du détroit.

Dans d'autres articles récents, j'ai étudié les premières grandes affaires de maladies industrielles portées en justice

1. Selon l'expression en usage au Québec, inspirée de l'anglais *occupational hazards*.
2. Selon l'expression chinoise de *gongzuo shanghai*, ou son abrégé *gongshang*.

à Taiwan, en me concentrant sur le rôle des chercheurs et ce qui est en jeu au tribunal [3]. Cet article-ci couvre une plus grande variété de cas, pour la plupart hors des tribunaux, et porte une attention plus particulière à la mobilisation des ONG qui tentent de remettre en cause l'*invisibilité sociale* des risques industriels. À l'opposé de la théorie de la mobilisation des ressources qui a tendance à réduire les acteurs à des opportunistes rusés, le cadre théorique de cet article emprunte principalement à la sociologie pragmatique qui insiste sur la légitimité et l'élaboration des actions critiques [4]. Une autre source d'inspiration théorique est le travail du sociologue allemand Axel Honneth et de ses disciples, à travers leur réinterprétation de la notion hégélienne de « lutte pour la reconnaissance », et particulièrement dans sa relation aux concepts de visibilité et d'espace public [5].

Dans une première partie, je tente d'identifier dans quelle mesure les différents acteurs du mouvement pour la protection de l'environnement sont impliqués dans la surveillance des risques industriels en général, et sur quels types de sujets en particulier. La seconde partie présente un aperçu des statistiques existantes sur les maladies professionnelles, les acteurs conventionnels impliqués dans leur prévention, et accessoirement leurs critiques à l'égard du système actuel de réparation, pour aborder ensuite ce que j'appelle les *ONG du travail* et leur lutte pour la visibilité des risques occupationnels. Dans la conclusion, j'essaie de rassembler ces formes diverses de protestation contre les risques industriels dans un *continuum* allant de l' « environnement » au « travail », au prisme des spécificités de la politique taiwanaise.

Risques industriels, *huanbao* et politique taiwanaise

À Taiwan, les conflits sociaux sur les questions d'environnement ont commencé lentement au début des années 1980 pour atteindre un pic au début des années 1990 et diminuer progressivement par la suite [6]. Alors que durant la première période, le nombre d'ONG avait augmenté au fur et à mesure que se multipliaient les protestations écologiques, leur nombre n'a pas diminué par la suite et, selon le gouvernement, il y aurait aujourd'hui environ 150 organisations bénéficiant d'un réseau national [7]. À la suite de la création du ministère de l'Environnement (*huanbaoshu*, ci-après EPA, pour Environmental Protection Administration) en août 1987, un mois après la fin de la loi martiale, le nombre d'inspecteurs chargés de l'environnement s'est accru régulièrement. Actuellement, il y aurait, selon l'EPA, 600 inspecteurs chargés de la régulation des risques industriels, depuis le contrôle de la qualité de l'air et de l'eau jusqu'à la surveillance des produits chimiques. Le rôle de ces inspecteurs est bien évidemment important, mais l'accent est mis ici sur l'action critique des ONG écologistes les plus représentatives et sur la manière dont elles interagissent avec la politique taiwanaise pour les sujets les plus sensibles.

Huanbao et le « camp vert »

En termes d'environnement, des années 1960 jusqu'aux années 1980, la forte croissance industrielle planifiée par un KMT autoritaire s'est apparentée à une « politique de brûlis ». D'après Linda Arrigo :

> *la politique à courte vue d'un gouvernement qui n'avait pas l'intention de rester sur l'île a probablement accentué* [...] *les constructions illégales et la dégradation des terrains publics.* [...] *L'enfouissement des déchets ménagers et industriels dans les montagnes et le long des rivières* [...] *s'est fait en toute impunité et à vaste échelle, généralement en collusion avec les fonctionnaires et la pègre* [8].

Cela explique en partie pourquoi, à la fin des années 1970, plusieurs groupes de citoyens liés aux *Tangwai* [9] ont développé un écologisme directement lié à leur souci de démocratie et d' « identité autochtone » (*bentu yishi*). À l'instar

3. P. Jobin, « Les cobayes vont au tribunal. Usages de l'épidémiologie dans deux cas de maladies industrielles à Taiwan », *Politix,* vol. 23, n° 91, 2010, p. 53-75 ; P. Jobin, Y-H.Tseng, « Guinea Pigs go to Court. Two Cases of Industrial Hazards (CMR) in Taiwan », *in* Soraya Boudia, Nathalie Jas (éd.), *Powerless Science? The Making of the Toxic World in the Twentieth Century*, Oxford et New York, Berghahn Books (à paraître en 2011).
4. Luc Boltanski, Laurent Thévenot, *De la justification,* Paris, Gallimard, 1991 ; Luc Boltanski, *De la critique,* Paris, Gallimard, 2009. Pour une analyse liée aux risques industriels, voir C. Lemieux, « Rendre visible les dangers du nucléaire. Une contribution à la sociologie de la mobilisation », *in* B. Lahire, C. Rosental (éd.), *La cognition au prisme des sciences sociales*, Édition des Archives contemporaines, 2008, p. 131-159.
5. Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance,* Paris, Cerf, 2000 (traduction de *Der Kampf an Anerkennung,* Francfort, Suhrkamp, 1992) ; Olivier Voirol, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique, » *Réseaux*, 2005, vol. 23, n° 129-130, p. 89-121.
6. Ho Ming-sho, *Lüse minzhu, Taiwan huanjing yundong de yanjiu* (La démocratie verte. Étude sur le mouvement taiwanais de protection de l'environnement), Taipei, Qunxue, 2006, p. 141 *sq.*
7. En 2010, alors que le Département des affaires sociales du ministère de l'Intérieur (*neizhengbu shehuisi*) comptait 148 « associations de protection de l'environnement » (*huanbao duanti*), le ministère de l'Environnement (EPA) répertoriait de son côté un total de 344 organisations, dont 40 fondations, 154 organisations nationales et 125 associations locales.
8. Linda Gail Arrigo, Gaia Puleston, « The Environmental Movement in Taiwan after 2000: Advances and Dilemmas », *in* D. Fell, H. Klöter, B.-Y. Chang (éd.), *What has changed? Taiwan Before and After the Change in Ruling Parties*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2006, p. 165-184. Professeur associée à l'Université médicale de Taipei (TMU), et accessoirement membre du Parti vert taiwanais, Linda Arrigo est surtout connue comme une figure historique du mouvement pour la démocratie et les droits de l'homme à Taiwan.
9. Politiciens « extérieurs au Parti », c'est-à-dire non membres du KMT.

d'autres phénomènes comme l'émergence d'un mouvement ouvrier essayant de se dégager du contrôle du KMT, les revendications pour une « protection environnementale » (*huanbao*) constituaient une manière de « protéger Taiwan » et d'exprimer un mécontentement envers le gouvernement autocratique du KMT et son idéologie sino-centrée. Pour Michael Hsiao, qui a introduit la sociologie de l'environnement à Taiwan au milieu des années 1980, la conscience environnementale taiwanaise s'est construite sur trois piliers : 1) des manifestations locales anti-pollution contre les risques industriels ou des projets de construction (ainsi la « révolte de Lukang » contre DuPont, voir *infra*) ; 2) le mouvement anti-nucléaire (particulièrement à travers son opposition à la construction d'une quatrième centrale dans le nord de l'île, voir *infra*) ; 3) la protection de la nature et des espèces menacées [10]. Au fur et à mesure que le DPP a gagné de l'influence, le troisième aspect a pris plus d'importance que les luttes contre la pollution et le nucléaire. Le sociologue Ho Ming-sho a complété l'analyse pour la période 1995-2005 en observant à la fois le mouvement syndical et les revendications écologiques [11]. Il montre les bénéfices paradoxaux d'une transition démocratique, d'un régime autoritaire niant les effets de la pollution industrielle vers un régime libéral et petit-bourgeois offrant plus d'opportunités au débat public (sur les choix technologiques, l'attribution des terres et des ressources naturelles, etc.), mais devant se résoudre à toutes sortes de compromis avec les grandes entreprises pour consolider le développement industriel de la nation.

Plusieurs membres et législateurs du KMT faisaient partie du mouvement anti-nucléaire à ses débuts, mais ils s'en sont désengagés vers la fin des années 1980, car le nouveau DPP devenait très influent à l'intérieur de ce mouvement, principalement à travers la Taiwan Environmental Protection Union (TEPU, *Taiwan huanbao lianmeng*), l'une des premières ONG écologistes (ci-après ONGE). La protection de l'environnement est encore aujourd'hui fortement associée au DPP. Toutefois, quatre ans avant l'accession du DPP à la présidence, bon nombre des membres de TEPU étaient déjà déçus par les contradictions du DPP sur des sujets tels que l'opposition à une quatrième centrale nucléaire. La création en 1996, par certains membres de TEPU, du Parti vert taiwanais (*Taiwan lüdang* ou GPT selon son acronyme anglais pour *Green Party Taiwan*) a pu donner quelques craintes aux dirigeants du DPP. Mais le Parti vert a toutefois échoué à se constituer un électorat, et ce même parmi les personnes sensibles au *huanbao* ou les opposants locaux aux centrales nucléaires [12]. De sorte que le terme de « parti vert » (*lüdang*) est devenu synonyme du DPP et non du GPT [13]. Aujourd'hui, ce dernier joue un rôle actif sur les questions environnementales, mais davantage comme acteur de la mouvance écologiste à part égale avec les ONGE que comme un parti politique *stricto sensu*, voire comme une alternative à TEPU, quant à elle parfois jugée trop proche du DPP.

À la fin des années 1990, en dépit des frictions qui ont suivi la création du Parti vert, le DPP a maintenu de bonnes relations avec une centaine d'organisations écologistes, ainsi qu'avec la majorité des membres de TEPU, qui se situait alors à la pointe du mouvement. Leur soutien a joué un rôle important dans la conquête du pouvoir par le DPP, d'abord au niveau local et municipal, puis pour la présidentielle de 2000. Pendant le premier mandat de Chen Shui-bian, les groupes représentatifs de ce mouvement social ont bénéficié d'un accès plus facile aux institutions étatiques et, sous leur pression, l'EPA a fini par mettre en place un contrôle des risques industriels [14]. Pourtant, assez rapidement, les ONGE ont éprouvé une sorte de désenchantement souligné par les trois auteurs déjà cités [15]. D'après Arrigo, la politique environnementale du DPP visait surtout à rendre les villes plus propres pour les classes moyennes urbaines (ce que par exemple Hsieh Chang-ting a bien réussi en tant que maire de Kaohsiung), mais le parti était moins prompt à défendre les populations rurales touchées par les déchets industriels [16]. Comme Ho le suggère, les mêmes critiques pourraient tout aussi bien être adressées au Parti vert et à la majorité des ONGE, qui sont principalement regroupées dans

10. Michael Hsin-huang Hsiao, « Environmental Movements in Taiwan », *in* Yok-shiu Lee, Alvin Y. So (éd.), *Asia's Environmental Movements*, Armonk (NY), M.E. Sharpe, 1999, p. 31-54.
11. Voir Ho Ming-sho, *Lüse minzhu, op. cit.*, et ses articles cités *infra*.
12. Ho Ming-sho, *Lüse minzhu*, *op. cit.*; Ming-sho Ho, « The Politics of Anti-Nuclear Protest in Taiwan: A Case of Party-Dependent Movement (1980- 2000) », *Modern Asian Studies*, vol. 37, n° 3, juillet 2003, p. 683-708.
13. Lorsque le DPP fut fondé en 1986, le vert fut choisi comme couleur symbolique de son drapeau. Le choix de cette couleur repose sur un choix antérieur d'un groupe de candidats Tangwai, dont Chen Shui-bian et Frank Hsieh qui, lorsqu'ils furent candidats à l'élection de l'assemblée de la ville de Taipei en 1981, souhaitèrent ainsi souligner leur volonté de « purifier la politique ». (Information communiquée par Ho Ming-sho). Mais selon Pan Han-sheng, porte-parole du GPT, le choix du vert comme emblème du DPP fut aussi influencé par les Grünen allemands, une manière de capitaliser les sympathies du mouvement écologiste taiwanais (Pan Han-sheng, « Lüse zeng shi minjindang jiben jiazhi » – Lorsque le vert était la valeur fondamentale du DPP, *Zhongguo shibao*, 22 mai 2007).
14. Par exemple, Arrigo décrit deux cas frappants liés aux déversements illégaux de mercure et de solvants organiques (L. Arrigo, G. Puleston, « *The Environmental Movement in Taiwan after 2000… »*, *art. cit.*).
15. Outre les articles cités *supra*, voir Hsiao, « Taiwan no shakai undô, shimin shakai, minshuteki gabanansu » (Mouvements sociaux, société civile et gouvernance démocratique à Taiwan), *in* Nishikawa Jun, Hsiao Hsin-Huang, *Higashi Ajia no shakai undô to minshuka* (Mouvements sociaux et démocratisation en Asie de l'Est), Tokyo, Akaishi shoten, 2007, p. 42-43.
16. L. Arrigo, G. Puleston, « The Environmental Movement in Taiwan after 2000… », *art. cit.*

les villes et qui s'intéressent surtout à la classe moyenne [17]. À travers une comparaison des mouvements pour l'environnement et pour le travail entre Taiwan et la Corée, Liu Hwa-jen a souligné, dans une veine analogue, que de nombreuses ONGE sont marquées par une idéologie libérale confiante dans les mécanismes de marché, ce qui les rend incapables de s'intéresser ou de toucher des populations défavorisées sur les questions de justice environnementale [18]. Cependant, nous verrons dans les sections suivantes qu'au cours de la dernière décennie, une nouvelle génération d'écologistes montre un intérêt croissant pour ces questions en les abordant sous des angles variés.

Le nucléaire, de la priorité à l'invisibilité

Alors que l'opposition à l'industrie nucléaire a joué un rôle crucial durant la première décennie du DPP, les préoccupations de celui-ci et de l'opinion publique à l'égard du nucléaire sont aujourd'hui beaucoup moins perceptibles, pour ne pas dire quasi absentes. Quant aux problèmes qui avaient émergé entre le milieu des années 1980 et la fin des années 1990, ils demeurent entiers, voire plus aigus.

Pendant la campagne des élections présidentielles de l'an 2000, Chen Shui-bian avait promis de fermer la quatrième centrale nucléaire. À l'époque, cette promesse était apparue nécessaire pour rallier non seulement les militants écologistes mais aussi une bonne partie de l'opinion publique. L'opposition aux centrales nucléaires s'appuyait sur plusieurs arguments, principalement le risque d'une catastrophe de l'ampleur de celles de Three Mile Island et de Tchernobyl, les aspects économiques et les énergies alternatives, la question des déchets et, dans une moindre mesure, les conséquences en termes de santé publique. Entre 1988 et 1991, parallèlement à leur refus d'une quatrième centrale nucléaire, des écologistes et des intellectuels se sont réunis sur l'île de Lanyu (Orchid Island) en guise de solidarité avec les populations aborigènes Dawu, afin de protester d'une seule voix contre le stockage des déchets nucléaires [19]. À la même période, le magasine *Renjian* a publié un reportage sur les morts soudaines de travailleurs temporaires employés à la maintenance des trois centrales nucléaires existantes [20]. Dix ans plus tard, la situation ne s'était pas améliorée : en dépit des dénégations de Taipower (*Taidian*), et bien qu'ils avaient tous été exposés à de hauts niveaux de radiations, la plupart des ouvriers ne bénéficiaient toujours pas d'un suivi médical régulier [21]. Une étude épidémiologique a montré que les populations habitant entre les deux centrales de Jinshan, à 20 kilomètres au nord de Taipei, avaient un plus grand nombre de cellules sanguines [22], ce qui peut entrainer toutes sortes de conséquences fâcheuses pour la santé. Une autre étude, menée dans les environs du réacteur de l'Institut de recherche sur l'énergie nucléaire à Taoyuan, au sud de Taipei, a révélé des niveaux anormaux de césium 137, un isotope très radioactif [23]. Aux alentours de 1992, la peur du nucléaire s'est faite encore plus palpable pour les classes moyennes urbaines avec le scandale de 200 bâtiments contenant des barres de construction en acier contaminées par du cobalt 60, mettant en danger plus de 10 000 habitants et écoliers [24].

Toutes ces menaces nucléaires expliquent en partie pourquoi Chen Shui-bian a nommé Lin Jun-yi (Edgar Lin), professeur de biologie et militant anti-nucléaire de la première heure, au poste de directeur de l'EPA. Mais son mandat a pris fin l'année suivante, en juin 2001, et après une interruption de trois mois, la construction de la quatrième centrale nucléaire a repris de plus belle. Comme l'a analysé Ho, le mouvement anti-nucléaire a dû faire face à de nombreux obstacles pour prendre de l'autonomie vis-à-vis du DPP [25]. En outre, le KMT a fait usage de tous les artifices possibles pour que le DPP « paie la note » de l'interruption, pourtant brève, de la construction. Cinq ans plus tard, au début du second mandat de Chen, si le mouvement avait perdu une grande partie de son énergie critique, il restait quand même en vie. Mais le physicien et lauréat du prix Nobel Lee Yuan-tseh lui a asséné le coup de grâce lorsqu'il a déclaré que l'énergie nucléaire en général, et la construction de la qua-

17. Ho Ming-sho, *Taiwan lüse minzhu*, *op.cit.*
18. Liu Hwa-Jen, « Zhongxin sikao "yundong guiji": Taiwan Nanhan de laogong yu huanjing yundong » (Repenser les trajectories des mouvements : Mouvements du travail et de l'environnement à Taiwan et en Corée du Sud), *Taiwan shehuixue*, n° 16, décembre 2008, p. 1-47.
19. Guan Xiao-rong, *Lanyu baogao 1987-2007* (Lanyu, un compte-rendu 1987-2007), Taipei, Renjian chubanshe, 2007.
20. « Heneng buhai zhuizong » (La traque des risques liés à une exposition nucléaire), *Renjian*, vol. 13, 15 novembre 1986, p. 110-136.
21. Mes interviews à Jinshan, Keelung et Taipei en janvier 2002 de trois travailleurs employés d'entreprises sous-traitantes intervenant dans les deux centrales près de Jinshan, et des responsables de la sûreté nucléaire de Taipower.
22. Yuan-Teh Lee, « Peripheral blood cells among community residents living near nuclear power plants », *The Science of the Total Environment*, 280, 2001, p. 165-172.
23. Wushou P. Chang *et al.*, « Micronuclei and nuclear anomalies in urinary exfoliated cells of subjects in radionuclides-contaminated regions », *Mutation Research*, 520, 2002, p. 39-46.
24. En 1982, un volume inconnu de ferraille radioactive issue des centrales nucléaires avait été vendu puis recyclé pour servir d'armatures à des immeubles d'habitation et des écoles. Plusieurs enquêtes épidémiologiques ont été menées sur ce sujet. Parmi les plus récentes, une étude a trouvé des risques élevés de leucémie et de cancer de la thyroïde. Voir S. L. Hwang *et al.*, « Estimates of relative risks for cancers in a population after prolonged low-dose-rate radiation exposure: a follow-up assessment from 1983 to 2005 », *Radiation Research,* 2008, vol. 170, p. 143-148.
25. Ming-sho Ho, « The Politics of Anti-Nuclear Protest in Taiwan », *art. cit.*







© Loa Iok-sin

© Esther Lu

© Sun Qiong-Li

Des militants de l'ONG *Green Citizens' Action Alliance* tentent de sensibiliser au problème des déchets nucléaires dans le centre de Taipei, 7 août 2010.

trième centrale en particulier, étaient un « mal nécessaire » pour remplir les exigences du Protocole de Kyoto [26]. Même si Lee n'a jamais été un opposant affirmé au nucléaire, sa déclaration a surpris beaucoup d'écologistes qui pensaient que son soutien à Chen durant la première campagne présidentielle impliquerait nécessairement un refus de la quatrième centrale. Chang Kuo-lung, un autre physicien et pionnier du mouvement anti-nucléaire, qui était alors directeur de l'EPA dans le gouvernement de Chen, a contesté l'argument de Lee [27]. Mais un an plus tard, Chang a été forcé de démissionner car il n'aurait pas accepté suffisamment de compromis avec les grandes entreprises [28]. Les pressions à l'origine de sa mise à l'écart sont probablement à chercher du côté de Taipower, qui menait campagne pour une reprise du chantier de la quatrième centrale. Aujourd'hui, alors que cette dernière rencontre de nombreux problèmes de sécurité avant même d'être opérationnelle [29], la question du nucléaire est rarement débattue, y compris en période électorale. Les quelques militants anti-nucléaires qui persistent encore ont du mal à mobiliser contre les périls de la quatrième centrale, même dans ses alentours [30]. Ils rencontrent une indifférence similaire lorsqu'ils tentent de sensibiliser au problème des déchets nucléaires : en plus de Lanyu, Taipower est sur le point d'ouvrir un nouveau centre de stockage à Nantian, une autre communauté aborigène du comté de Taitung (photos 1-3). En phase avec un consensus croissant parmi les dirigeants des pays industrialisés, de plus en plus de membres du DPP acceptent avec leurs opposants du KMT l'idée que les centrales nucléaires « vertes » comptent parmi les « moins mauvaises » solutions pour combattre le réchauffement climatique, du moins jusqu'à la prochaine catastrophe.

Industries chimiques : des protestations aussi brèves que des explosions ?

Comme pour le nucléaire, les risques liés aux industries chimiques sont un problème relativement ancien. Bien que les conséquences et l'impact sur la santé publique restent loin d'avoir été déterminés, les écologistes sont désormais moins actifs dans ce champ. Les industries chimiques symbolisent plutôt la première période de la contestation environnementale à Taiwan, qui a débuté au milieu des années 1980, soit sous forme de protestations réactives pour obtenir des dédommagements suite à des risques évidents comme dans le cas de Linyuan (*infra*), soit sous forme d'actions préventives comme lors de la « révolte de Lukang » contre DuPont. Cette dernière s'est déroulée en 1986 lorsque des communautés de pêcheurs des environs de la petite ville de Lukang, dans le comté de Changhua, dont l'ostréiculture avait déjà été empoisonnée par des déchets industriels, sont parvenues à empêcher la construction par DuPont d'une gigantesque usine pour la production de dioxyde de titane avec l'appui du gouvernement taiwanais. Leur protestation avait alors attiré l'attention et le soutien de tout le pays [31]. Une expression comme « pas dans mon jardin » (NIMBY), souvent utilisée pour étudier ce type de protestation, est trop simplifica-

26. « Li Yuan-zhe: henengchang naishi biyao zhi wu » (Lee Yuan-tseh: les centrales nucléaires restent un mal nécessaire »), *Ziyou shibao,* 16 janvier 2005. Sa déclaration était alors motivée par le fait que Taiwan venait d'être classé en avant-dernière position sur 146 pays par l'Environmental Sustainability Index du Forum économique mondial. En 2009, alors que le monde entier se préparait au sommet de Copenhague de décembre, Lee réitéra sa prise de position, en référence aux statistiques américaines qui soulignaient que les émissions de dioxyde de carbone de Taiwan en 2006 étaient de 13,19 tonnes par habitant, faisant de Taiwan le troisième pays le plus polluant après les États-Unis et l'Australie (« Un prix Nobel en faveur du nucléaire pour Taiwan », *Taipei Times*, 16 avril, 2009).
27. « Li Yuan-zhe zhichi heneng; huantuan pingji » (Les organisations environnementales fustigent le soutien de Lee Yuan-tseh à l'énergie nucléaire), *Ziyou shibao*, 22 avril 2006.
28. « Wei fu pao bu ping » (Le renvoi de mon époux est injuste), *Lianhebao*, 22 mai 2007.
29. « Hesi gan shangzhuan zhao cainiao guihua chengxu » (Un novice en charge de rattraper le calendrier des opérations de la quatrième centrale nucléaire), *Ziyou shibao*, 11 mai 2010 ; « Hesi yikong xitong shangyue you *shotto* » (Le système de contrôle de la quatrième centrale de nouveau en panne.), *Zhongguo shibao*, 17 juin 2010.
30. « Activists to go on Gongliao tour », *Taipei times,* 10 juillet 2010.
31. Ho Ming-sho, *Lüse minzhu…*, *op.cit.*, p. 72-73. Et James Reardon-Anderson, *Pollution, Politics, and Foreign Investment in Taiwan: The Lukang Rebellion*, Armonk, M. E. Sharpe, 1993.

trice sinon inappropriée. Il est plus pertinent de la qualifier d'*action préventive contre des pollutions fortement susceptibles de se déclencher*. Dans le cas de la commune de Linyuan près de Kaohsiung, les pêcheurs avaient été victimes des déchets bien visibles déversés par le plus grand complexe pétrochimique de Taiwan, qui comprend les troisième et quatrième raffineries de China Petroleum. À la suite d'une « tuerie massive » de poissons consécutive à une explosion en 1988, les pêcheurs, ayant à l'esprit les succès des habitants de Lukang, ont mené des actions radicales contre les pollueurs. La réponse des autorités a évolué du bâton à la carotte, de la répression dans le style de la Loi martiale fraîchement révolue (dont 14 peines de mort non exécutées) à la plus grande enveloppe financière jamais offerte à l'époque en réparation de dégâts industriels [32]. Cette protestation, qui encore une fois avait attiré l'attention nationale, suscita la conduite d'une autre enquête épidémiologique. Les résultats montrèrent des taux considérablement plus élevés de symptômes irritants aigus comme des nausées, des douleurs ou des irritations des yeux et de la gorge, dus à des libérations excessives de polluants atmosphériques [33]. Parce qu'ils n'ont pas été traduits en actes de protestation des ONG nationales ou des « associations d'entraide » locales (*ziqiuhui*), ces résultats alarmants n'ont toutefois eu que peu d'écho dans les médias. Au minimum (et en parallèle à ce qui a été fait au Japon dans les années 1970), il aurait été nécessaire de pousser les entreprises à éliminer la pollution à la source, et de presser l'État à établir un fonds spécifique d'indemnisation de la population.

Une étude précédente, qui a été menée non loin de Linyuan, dans une région également exposée à la pollution atmosphérique d'un autre complexe pétrochimique, a identifié un « indice de mortalité supérieur à la normale » résultant de cancers des os, du cerveau ou de la vessie chez des jeunes, filles et garçons, entre 0 et 19 ans [34]. Les comptes-rendus de ces résultats dans les médias ont provoqué une certaine émotion, mais elle n'a pas été suivie de réponses appropriées de la part des autorités locales pour endiguer la pollution à la source. Le chef de la commune s'est contenté de demander aux pollueurs de donner plus d'argent à l'« Association de bon voisinage » (*mulin jijin*), notamment pour un suivi médical régulier [35]. Encore une fois, les publications n'ont pas été relayées par les ONGE nationales ni converties en action par les associations d'entraide locales. En revanche, plus récemment, le même type d'événements à Yunlin a donné lieu à des réactions différentes.

En 1987, après que des mouvements de protestation dans les comtés d'Ilan et de Taoyuan ont réussi à repousser l'implantation de la sixième raffinerie de Formosa Plastics Petrochemical Corporation, c'est le comté de Yunlin qui a hérité de ce projet, et les opérations ont débuté en 1995. En juin 2009, le professeur Chan Chang-chuan de l'Université nationale de Taiwan, qui avait auparavant participé à l'enquête de Linyuan, publia les premiers résultats d'une enquête épidémiologique exhaustive du site de Yunlin. Les résultats de ce rapport de 200 pages, disponible sur le site de l'EPA, font ressortir l'existence d'un taux élevé de maladies cardiovasculaires et une forte mortalité par cancers (en particulier des poumons, du foie ainsi que des leucémies), imputables au déversement de divers polluants atmosphériques, comme le dioxyde de souffre, l'oxyde nitrique, les métaux lourds, etc [36]. Un an plus tard, en 2010, les protestations ont gagné en intensité et en médiatisation, après deux explosions successives les 7 et 25 juillet, qui ont libéré des produits toxiques dans le fleuve, tuant de grandes quantités de poissons. La colère a atteint un nouveau pic début août, lorsque les résultats de l'étude du professeur Chan portant sur la seconde année ont été divulgués, démontrant des risques élevés de cancers, y compris pour les enfants [37]. Dans ce cas-ci, il semble que l'aspect concret de l'hécatombe des poissons ait permis d'augmenter la visibilité des polluants atmosphériques et leur impact chronique sur la santé humaine. Mais il est difficile de prévoir si ces actions de protestations temporaires ne vont pas s'évaporer aussi vite que les explosions, ou si elles seront converties en un mouvement à plus long terme, organisé tant au niveau local que national.

32. 1,3 milliard de NT$, soit à peu près 31 millions d'euros au cours actuel (*in* Ho Ming-sho, Hsiao Hsin-huang, *Taiwan quanzhi, n° 9, Shehui, shehuiyundong*, Nantou, Taiwan Wenxianguan, 2006, p. 87-88). Voir également Ho Ming-sho, *Lüse minzhu…*, *op. cit.*, p. 130-31, 142.

33. Chun-Yuh Yang *et al.*, « Respiratory and Irritant Health Effects of a Population Living in a Petrochemical-Polluted *Area* in Taiwan », *Environmental Research,* vol. 74, 1997, p. 145–149.

34. Bi Jen Pan *et al.*, « Excess cancer mortality among children and adolescents in residential districts polluted by petrochemical manufacturing plants in Taiwan », *Journal of Toxicology and Environmental Health, Part A*, 1994, vol. 43:1, p. 117-129. La région étudiée est au nord de Kaohsiung, autour du parc industriel de Jenta, qui comprend les raffineries un et deux de China Petroleum.

35. « Linyuan xiangnei gongchang buduan kuojian, wuran yi xiangdui zengjia » (Les raffineries continuent de s'étendre à Linyuan, et la pollution augmente), *Zhonguo shibao*, 14 mai 1994.

36. Chan Chang-chuan *et al.*, *97 niandu kongqi wuran dui yanhai diqu huanjing ji jumin jiankang yingxiang zhi fengxian pinggu guihua, di yi nian jihua*, Risk assessment on airpollution and health among residents near a petrochemical complex in Yunlin County (titre anglais donné par les auteurs), EPA, 2009.

37. « Liuqing jumin zhoubian jumin niaoyi zhiaiwu nongdu piangao » (De fortes concentrations de cancérigènes ont été trouvées dans l'urine des résidents habitant à proximité de la sixième raffinerie), *Ziyou shibao*, 7 août 2010, p. 1.

La *Silicon Island* et une nouvelle génération d'activistes

Une autre illustration emblématique de la relation entre protestations environnementales et santé publique concerne l'électronique. Sa régulation controversée illustre également les paradoxes de la transition démocratique taiwanaise. Si, contrairement au nucléaire, les industries électroniques n'ont pas encore provoqué de catastrophe majeure ou d'explosion de l'ampleur de celles causées par les industries chimiques, et en dépit de leur image relativement propre au sein de l'opinion, leur utilisation de nombreux produits chimiques fait d'elles une source de pollution chronique pour les ouvriers et les résidents.

Depuis que la firme d'électronique américaine RCA a implanté ses usines dans le nord de l'île au début des années 1970, l'électronique est devenue l'industrie la plus riche du second miracle économique taiwanais, particulièrement avec l'explosion des puces électroniques [38]. Dans ce domaine, RCA a ouvert la voie pour le développement des parcs industriels à vocation scientifique (*kexue yuanqu*) sur la côte ouest de l'île [39]. Mais RCA a aussi laissé un héritage moins glorieux, son usine de Taoyuan étant la responsable probable d'au moins 1 200 cas connus de cancers parmi ses anciens employés, principalement des femmes, et de la pollution durable des environs de l'usine [40]. L'usine a fermé en 1991, mais il est fort possible que des problèmes analogues surgissent, tant les usines électroniques continuent d'utiliser massivement des milliers de produits chimiques avec un contrôle laxiste des autorités publiques [41]. Nombre de ces produits sont reconnus comme toxiques pour l'homme, et beaucoup sont cancérigènes. En raison de la complexité de la cancérogenèse, en particulier lorsque de nombreux cancérigènes sont en jeu, et du long temps de latence entre l'exposition aux produits et l'apparition du cancer, il est raisonnable de prêter attention dès maintenant à la situation dans les autre usines d'électronique et les parcs scientifiques, plutôt que d'attendre une prochaine tragédie analogue à celle de RCA. Mais la tâche est ardue, principalement à cause des bénéfices économiques directs de l'industrie électronique pour les villes mitoyennes de Hsinchu et Chupei, celles de Taichung, Tainan et Kaohsiung, et en raison de leur importance stratégique pour l'économie taiwanaise. L'épidémiologiste Chen Pau-chung, qui a dirigé l'une des rares études épidémiologiques autour de la fabrication des semi-conducteurs dans le Hsinchu Science-based industrial Park (HSP), a découvert que l'exposition des travailleuses à des solvants organiques chlorés au cours de leur grossesse pouvait entrainer des risques de cancer pour leur enfant (particulièrement de leucémie), tandis que pour leurs collègues masculins, la même exposition accroit le risque de malformations cardiaques chez leurs enfants [42]. Mais il n'existe aujourd'hui encore aucune enquête équivalente sur les populations vivant à proximité des parcs scientifiques.

Depuis le début des années 2000, une nouvelle génération d'ONGE a essayé des tactiques variées afin d'observer au plus près ce qui se passe autour des parcs scientifiques, espérant ainsi rassembler des données et ramener leur contrôle au centre des politiques d'environnement et de santé publique. Taiwan Environmental Action Network (TEAN, *Taiwan huanjing xingdong wang*) est l'une d'entre elles. Tu Wen-ling, sa fondatrice, professeur de politique environnementale, a mené un terrain approfondi sur le HSP, décrivant la manière dont le parc et les industries qui lui sont liées ont réussi à dissuader presque toute tentative d'enquête épidémiologique sur les populations voisines. En 1997, lorsqu'un taux élevé de cancers a été détecté près d'une université à Hsinchu, le service de santé publique de la ville n'a pas jugé utile d'en apprendre davantage [43]. Si l'on veut bien comprendre les raisons pour lesquelles les parcs scientifiques ont le pouvoir d'empêcher la moindre enquête de santé publique, il faut se pencher sur leur interaction avec les organismes publics chargés de la régulation environnementale, au niveau local et national. Par exemple, lorsque le gouvernement de la ville de Hsinchu a émis l'intention de contrôler l'utilisation de l'eau par United Microelectronics Corporation (UMC, *Lianhua dianzi*), le deuxième plus important fabricant de puces électroniques du pays, le PDG a protesté tant et si bien que, finalement, le maire et le directeur du service environnemental se sont vus traînés en justice. Par la suite, en 2001, le cabinet de Chen Shui-bian et le Yuan législatif révisèrent le cadre légal pour libérer totalement les parcs scientifiques du contrôle des gouvernements locaux.

38. Voir la contribution de P. Chevalérias dans ce numéro.
39. En 1980, le National Science Council a initié le premier parc scientifique à Hsinchu (Hsinchu Science Park, HSP, ou *zhuke*). Un second a démarré en 1997 dans le sud de l'île (South Science Park, SSP, ou *nanke*), entre Tainan et Kaohsiung, et le dernier, en 2003, dans le centre de l'île, près de Taichung (Central Science Park, CSP, ou *chongke*). Le HSP s'est spécialisé dans les circuits intégrés (IC) dans les semi-conducteurs, le SSP dans les machines de précision et les biotechnologies, et le CSP en optoélectronique.
40. P. Jobin, « Les cobayes vont au tribunal... », *art. cit.*
41. Ted Smith *et al.*, *Challenging the chip. Labor rights and environmental justice in the global electronics industry,* Philadelphie, Temple University Press, 2006.
42. Chen Pau-Chung « Semiconductor industry health study in Taiwan », communication, International Conference on Industrial Risks, National Taiwan University, Taipei, 14 mai 2010.
43. Wen-Ling Tu, « IT Industrial Development in Taiwan and the Constraints on Environmental Mobilization », *Development and Change*, 38 (3), 2007, p. 516-519.



Une manifestation contre l'extension du Central Science Park (CSP, *zhongke*), 10 août 2009. Sur la banderole : « La quatrième phase du CSP, c'est le stade terminal du cancer ! »
© Central News Agency

Les parcs sont devenus des sortes de zones franches, non couvertes par la Loi sur l'évaluation de l'impact environnemental (*huanjing pinggu fa*, promulguée en 1994 et déjà révisée en 1999), mais uniquement par des mesures spéciales assez floues [44]. À la même époque, la direction du HSP et d'entreprises comme Taiwan Semiconductor Manufacturing Corporation (TSMC) ont offert un support financier de plus en plus important aux universités prestigieuses de Chiao Tung et de Tsinghua, qui se trouvent à Hsinchu, rendant délicate toute critique émanant des enseignants-chercheurs de ces universités, contrairement à ce qui s'était passé pendant les années 1980 pour l'industrie chimique [45].

La Loi sur l'évaluation d'impact environnemental (EIA selon l'acronyme anglais) était censée incarner *le* cadre légal parfait pour contrôler les industries dangereuses, des usines chimiques aux parcs scientifiques. Mais, en dépit de la rhétorique officielle sur le développement durable, les nouveaux projets sont généralement décidés avant toute « évaluation d'impact », et quand pénalités il y a, elles sont insignifiantes au regard de la puissance financière des industries [46]. Auparavant, Chen Shui-bian était allé jusqu'à prétendre que ce cadre légal constituait un « barrage au développement économique », comme le note Ho qui voit dans l'EIA une parfaite illustration du dilemme d'un État faible, négociant au rabais la régulation environnementale pour éviter une fuite des industries taiwanaises en Chine [47]. Ho estime en outre que le problème prend racine dans la structure restrictive de la Loi sur la médiation des conflits relatifs aux nuisances publiques (*gonghai jiufen chuli fa*) votée en 1992, qui visait plus à étouffer dans l'œuf les conflits qu'à renforcer le pouvoir des victimes de la pollution [48]. Toutefois, les militants écologistes qui ont fait leur début lorsqu'a démarré la politique de promotion pour une *Green Silicon Island* ont appris à mélanger savoirs scientifiques et profanes pour remettre en question cet état de choses.

Une bonne illustration est la mobilisation contre le Central Science Park (CSP, *zhongke*). Depuis 2006, les fermiers et pêcheurs du comté de Changhua s'opposent énergiquement aux troisième et quatrième programmes d'extension du CSP. Avec l'aide de TEAN, ainsi que d'autres ONGE et du Parti vert, ils se rendent régulièrement à Taipei pour tenter de se joindre à la table des discussions organisées par l'EPA, pour faire face aux experts de l'État et à la direction du parc. Ils restent à l'extérieur la plupart du temps avec des pancartes de protestation, dont certaines font allusion à la menace de cancers [49] (photos 4-5). Lors des échanges d'informations avec les ONG, ils ont décrit les aspects visibles de la pollution qu'ils avaient pu constater dans l'air et les rivières (comme les bulles ou les gaz épais au-dessus de l'eau). En retour, les ONG les ont informés des conséquences à craindre pour leur santé des produits utilisés par l'industrie électronique, comme l'arsenic, le xylène et le toluène ou des composants organiques volatiles [50]. De fait, le CSP est déjà une zone à haut risque pour les travailleurs eux-mêmes comme le prouve l'exemple de cette intoxication qui a entraîné la mort de deux ouvriers sous-traitants et laissé trois autres gravement malades [51].

À travers cette remise en question de l'expertise et des procédures d'évaluation environnementales et de santé publique, les risques industriels agissent désormais comme un facteur reliant des catégories sociales auparavant déconnectées. Comme nous allons le voir dans la seconde partie de

44. Wen-Ling Tu, « Challenges of environmental governance in the face of IT industrial dominance: a study of Hsinchu Science-based Industrial Park in Taiwan », *Int. J. Environment and Sustainable Development,* vol. 4, n° 3, 2005, p. 290-309.
45. En 1986-88, des centaines de professeurs et d'étudiants de Chiao Tung et Tsinghua avaient alors organisé des manifestations contre l'usine chimique de Lee Chang Yung Corporation, la contraignant finalement à quitter la région de Hsinchu (Wen-Ling Tu, « IT Industrial Development in Taiwan … », *art. cit.,* p. 521-522).
46. Chu Jou-juo, « Kexue yuanqu de jingji xiaoyi yu huanjing fuze » (Retours économiques et responsabilité environnementale des parcs scientifiques), article présenté à la Conférence annuelle de sociologie des sciences et de la technologie de Taiwan, Université marine de Kaohsiung, 15 mai 2010.
47. Ming-sho Ho, « Weakened sate… », *art. cit.*
48. Ming-sho Ho, « Control by containment: the politics of institutionalizing pollution disputes in Taiwan », *Environment and Planning A*, 2008, 40, p. 2402-2418.
49. Pour un suivi régulier de cette bataille qui se poursuit, voir le Taiwan Environmental Information Center (http://e-info.org.tw/).
50. Wen-Ling Tu, Yujung Lee, « Does Standardized High-Tech Park Development Fit Diverse Environmental Conditions: Environmental Challenges in Building Central Taiwan Science Park », Proceedings of the *IEEE International Symposium on Electronics and the Environment*, 19-21 mai 2008, San Francisco.
51. « Youda zhongke chang: 5 gongren xiru duqi 2 si » (L'usine Youda de CSP : 5 employés inhalent des gaz toxiques, 2 morts), *Ziyou shibao*, 31 mars 2009.



Lors d'une manifestation contre l'extension du CSP, le 29 septembre 2009. Sur la pancarte : « La quatrième phase du CSP : des cancers toxiques ! Retrait immédiat ! »
© Central News Agency

cet article, ils tendent également à associer les ONGE et les activistes du travail dans un *continuum* allant de l' « environnement » au « travail », l'*industrie* étant la source commune de la protestation, en quelque sorte leur *mal commun*.

Les « dégâts du travail » (*gongshang*) et le combat pour leur indemnisation

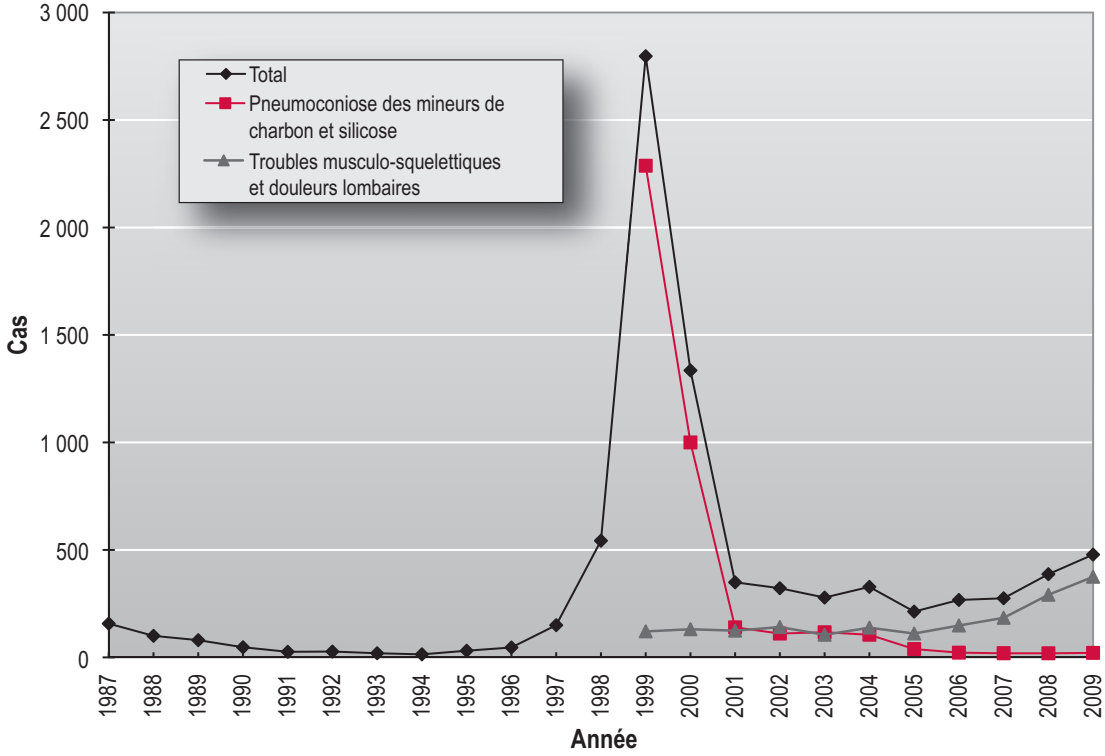
Les bases de la santé publique à Taiwan ont été posées au début de la période japonaise par Gotō Shinpei, l'un des hommes-clés du gouverneur Kodama [52]. Avant de venir à Taiwan en 1896, Gotō avait déjà élaboré le premier jet d'une politique japonaise de santé au travail [53]. Les autorités japonaises n'ont pourtant jamais appliqué aux « territoires extérieurs » (*gaichi*) colonisés qu'étaient Taiwan et la Corée ce qui avait été voté pour les « territoires intérieurs » (*naichi*), à savoir la Loi sur les usines (*kōjō hō*) de 1911, et la Loi d'assurance maladie pour les travailleurs (*kenkō hoken hō*) de 1922, qui ouvrirent la voie pour dédommager les conséquences fâcheuses du travail comme la silicose. Pour ce qui est de Taiwan, la première règlementation du travail fut promulguée en 1950, en prenant pour base la Loi sur les usines (*gongchangfa*) qui avait été votée sur le continent par la République de Chine en 1929, et qui incluait un paragraphe sur l'hygiène et la sécurité au travail. Elle fut complétée en 1958 par l'Ordonnance pour une assurance travail (*laogong baoxian tiaoli*) et en 1974 par la Loi de sécurité et d'hygiène au travail (*laogong anquan weisheng fa*). Mais ce système ne couvrait que les employés des grandes entreprises, la majorité de la main-d'œuvre employée dans des PME n'y ayant presque pas accès. Le premier progrès substantiel est intervenu pendant la période de transition démocratique avec la Loi d'inspection du travail de 1993 (*laodong jiancha fa*), inspirée de la Loi sur les usines. Un autre pas important a été franchi au cours du premier mandat de Chen, avec le vote de la Loi sur la protection des accidentés du travail (*zhiye zaihai laogong baohu fa*), en octobre 2001 [54], ouvrant à toutes les catégories de travailleurs l'accès à une possible reconnaissance des accidents du travail et maladies professionnelles, ou bien ce qu'on pourrait appeler les « dégâts du travail », d'après l'expression chinoise de *gongshang* (*gongzuo shanghai*). Mais cette loi n'implique pas pour autant un meilleur niveau de prévention et d'indemnisation [55]. Avant d'analyser le combat des ONG œuvrant pour améliorer la réparation et la prise en charge des blessés du travail, il convient de présenter les tendances principales à partir des statistiques disponibles.

De la silice au silicium

D'après les données fournies par le Bureau de l'assurance travail du Conseil du travail (*laoweihui*, ci-après CLA pour Council of Labor Affairs), on ne trouve à Taiwan que 4,4 cas de maladies professionnelles pour 100 000 ouvriers assurés. Ces statistiques contrastent nettement avec celles de pays comme la France ou la Finlande (respectivement 282 et 277 pour 100 000) [56]. Malgré leurs limites (précisément parce qu'avant 1999, elles ne donnaient pas le détail par catégories de maladies), il ressort que le groupe le plus important concerne la silicose (provoquée par les poussières de silice) et les autres formes de pneumoconiose (maladie pulmonaire), totalisant 3 881 cas jusqu'en 2009, avec un pic en 1999 et 2000 (graphique 1 et tableau 1). De plus, entre 1999 et 2004, 21 413 anciens mineurs ont reçu une indemnité dans le cadre d'un programme spécifiquement mis en place pour ceux qui ne pouvaient prétendre à aucun régime d'assurance travail, car au chômage durant cette période. Cette première vague de reconnaissance résultait d'une forte mobilisation des anciens mineurs à l'initiative d'ONG (*infra*). La cause des mineurs atteints de silicose a bénéficié également de la popularité du film *Tosan* de Wu Nien-jen, l'histoire de son père, mineur, mort de silicose [57]. Pourtant, le nombre total de personnes indemnisées n'est probablement que la face émergée de l'iceberg, puisqu'il n'inclut pas tous ceux qui sont morts de silicose plus jeunes, avant cette bataille tardive pour une indemnisation, favorisée par le contexte général de la démocratisation (*infra*).

52. Han-Yu Chang et Ramon H.Myers, « Japanese Colonial Development Policy in Taiwan, 1895-1896; a Case of Bureaucratic Entrepreneurship », *Journal of Asian Studies,* 22:4, 1963, p. 442. Concernant les mesures prises par Gotō pour éradiquer l'opium, voir Yang Bi-chuan, *Houteng xinping zhuan* (Biographie de Gotō Shinpei), Taipei, Kening, p. 48-55.
53. Bernard Thomann, « L'hygiène nationale, la société civile et la reconnaissance de la silicose comme maladie professionnelle au Japon (1868-1960) », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2009, vol. 56, n° 1, p.144.
54. Comme le relève Ming-sho Ho, « Neo-centrist labour policy in practice; the DPP and Taiwanese working class », *in* Dafydd Fell *et al.* (éd.), *What has changed, Taiwan Before and After the Change in Ruling Parties*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2006, p. 129-146.
55. Wang Jiaqi *et al,* « Zhizai puchang zhidu de fazhan yu Taiwan zhidu xianzhuang » (Le développement des dédommagements liés aux accidents du travail et maladies professionnelles et le système en vigueur à Taiwan), *Taiwan weizhi* (Taiwan journal of public health), 2009, vol.28, n° 1, p. 1-15.
56. Lin Yi-Yu *et al,* « Zhizai puchang zhidu de guoji bijiao ji Taiwan zhidu gaige fangxiang » (Comparaisons internationales des systèmes de réparation des accidents du travail et maladies professionnelles et orientations pour une réforme du système actuel à Taiwan), *Taiwan weizhi* (Taiwan journal of public health), 2009, vol. 28, n° 6, p. 459-472.
57. *Tosan* est hoklo, traduit du japonais *Otôsan* (père). Titre anglais : *A borrowed life*, 1994.

Graphique 1. Maladies professionnelles indemnisées à Taiwan. (Total et 2 groupes principaux)



Source: Council of Labor Affairs, ROC

Un second groupe important rassemble les troubles musculo-squelettiques et les douleurs lombaires, comptant pour 75 % du total en 2008, en phase avec une tendance générale dans les pays industrialisés [58], concomitante de la diffusion des nouveaux systèmes de management calqués sur le modèle du *toyotisme*. Les maladies cardiovasculaires et cérébro-vasculaires (qui représentent la seconde cause de mortalité générale après le cancer) sont une autre conséquence possible de l'intensification du travail, conséquence qu'un mouvement social au Japon a nommé *karôshi*, « la mort par surtravail ». Suivant les exemples japonais et coréen, Taiwan a introduit une catégorie similaire en 1994, mais en comparaison avec la Corée où le nombre de cas indemnisés dépasse même celui du Japon [59], les chiffres sont jusqu'à présent restés faibles à Taiwan, environ 40 par an, probablement bien en deçà de l'ampleur du phénomène [60]. L'une des raisons est la sévérité des critères de reconnaissance, exigeant notamment un nombre important d'heures supplémentaires. Pour s'opposer à ces refus, la famille de la victime doit aller au tribunal, ce qui expliquerait pourquoi, malgré l'introduction de cette catégorie dans le système de réparation, le nombre d'actions en justice n'a pas décru [61]. Une autre catégorie a été introduite en 2006, celle des maladies psychiatriques liées au travail, mais jusqu'à ce jour, encore aucun cas n'a été répertorié, et aucun suicide n'a été reconnu comme lié au travail. Cette situation pourrait changer après la série de suicides ayant eu lieu dans les usines chinoises de Foxconn, une entreprise emblématique de la *Silicon Island* [62]. La tâche s'annonce toutefois difficile, en raison du mur de dénégations érigé par l'entreprise avec l'aide de dirigeants politiques

58. En France par exemple, les troubles musculo-squelettiques se placent au premier rang des maladies professionnelles indemnisées, suite à une augmentation de 5 000 en 1994 à 33 682 en 2008.

59. Avec un pic de 2 358 maladies et 820 morts en 2003 (Jong Uk won, « Occupational cerebrovascular and cardiovascular diseases and deaths in Korea », communication, *International Conference on Industrial Risks,* National Taiwan University, Taipei, 15 mai 2009).

60. Yawen Chenget al., « Secular trends in coronary heart disease mortality, hospitalization rates, and major cardiovascular risk factors in Taiwan, 1971-2001 », *International Journal of Cardiology,* 2005, vol. 100, p. 47-52 ; Wan-Yu Yeh et al., « Social patterns of pay systems and their associations with psychosocial job characteristics and burnout among paid employees in Taiwan », *Social Science and Medicine*, 2009, vol. 68, p. 1407-1415.

61. Yang Ya-ping, *Guolaosi zhi zhiye zaihai rending zhidu zhi xingcheng yu fazhan. Taiwan fazhi yu riben fazhi zhi bijiao* (La formation d'un système de reconnaissance du *Karōshi*. Une comparaison du système légal au Japon et à Taiwan), Mémoire de Master, Université nationale de Taiwan, faculté de droit, 2007.

62. Foxconn ayant été présenté comme l'un des principaux fournisseurs d'entreprises aussi célèbres qu'Apple et Nokia, l'affaire a fait l'objet d'une couverture médiatique internationale.

Tableau 1. Maladies professionnelles indemnisées à Taiwan. (Sélection à partir des 22 catégories existantes)

Année	Total	Pneumoconiose des mineurs du charbon	Silicose	Asbestose etc	Troubles musculo-squelettiques des membres supérieurs	Douleurs lombaires	Maladie des caissons	Cancers	Rayons ionisants	Solvants organiques	Maladies cérébro et cardio-vasculaires
1999	2 797	2 281	6	9	39	82	11	24		13	
2000	1 335	997	3	7	38	93	3	11	4	7	
2001	349	136	4	2	64	60	2	1	2	2	
2002	322	111			64	77	1			2	
2003	278	116	1		61	44	1	4	1	2	
2004	328	105		2	85	53	1	6		5	
2005	213	37	2		64	47	3	4	2	4	
2006	267	18	4	4	87	61	5	2		3	13
2007	275	16	4	2	98	86		2		2	37
2008	387	18	1	6	182	109	3	1	1	1	34
2009	478	18	3	2	239	136	1	1		3	26

Source: Council of Labor Affairs, ROC

et d'éminences scientifiques. Comme si l'argent était le seul aspect en jeu (plutôt que les conditions de travail), l'entreprise a prétendu que les suicides étaient motivés par la perspective d'indemnités pour les familles [63], avant de décider une hausse des salaires de tous les employés, pour ensuite annoncer un possible transfert de l'usine dans la province du Henan où les salaires sont moins élevés. Le premier ministre Wu Den-yih a déclaré que l'entreprise s'en sortait très bien, et des psychiatres renommés ont poussé leur soutien jusqu'à conduire des expertises psychiatriques *post mortem* pour rejeter tout lien supposé avec les conditions de travail [64].

Les cancers professionnels et la longue bataille de certains syndicats

Bien que le cancer soit la première cause de mortalité à Taiwan, très peu de cas ont été reconnus comme cancers professionnels : seulement 56 depuis 1999, soit une moyenne de 5 par an (tableau 1). Même en ajoutant les rayons ionisants et les solvants organiques, deux facteurs susceptibles de provoquer des cancers et qui font l'objet d'une catégorie dans le système de reconnaissance taiwanais, le total dépasse à peine 100. Dans d'autres pays industrialisés, des études ont souligné les angles morts de la reconnaissance et la sous-déclaration chronique des cancers professionnels en raison notamment de barrières administratives considérables (les cancers liés à l'amiante sont une rare exception dont il sera question plus bas). Quel que soit le pays, les travailleurs qui ont de bonnes raisons de croire que leur cancer a été causé par leur emploi doivent se préparer à une bataille pour la reconnaissance qui peut prendre des années. Mais dans le cas taiwanais, les barrières sont particulièrement résistantes, comme le montrent les deux cas suivants.

En 1990, lorsque le syndicat du journal *China Times* (*Zhongguo shibao*) a appris que cinq employés de l'imprimerie souffraient d'un cancer du nasopharynx, il a sollicité Liu Yi-hong, spécialiste de médecine du travail à l'hôpital de l'Université nationale de Taiwan. Par la suite, Liu fit usage des prises de sang effectuées sur les employés pour d'autres recherches dont il présenta les résultats en 1996 lors d'une conférence internationale en Suède sans en informer les intéressés. Lorsque les membres du syndicat abordèrent ce problème avec Liu, ils furent choqués par l'indifférente arrogance du médecin et de ses collègues, et cessèrent toute collaboration. Les résultats de Liu seront néanmoins mis à profit par le syndicat pour faire reconnaître ces cas comme des cancers professionnels par le CLA (en décembre 2002) et pour négocier ensuite avec l'employeur des indemnités plus conséquentes pour les deux employés encore en vie. Mais il faudra encore attendre octobre 2004 pour parvenir enfin à un compromis satisfaisant, soit 14 ans de combat [65].

63. L'entreprise a tiré profit d'une lettre rédigée par un jeune ouvrier avant son suicide : http://www.coolloud.org.tw/node/52588

64. La déclaration a été postée sur la page d'accueil de l'association taiwanaise pour la prévention des suicides le 6 juin 2010, avant d'en être retirée, mais elle peut être consultée sur Colloud : http://www.tspc.doh.gov.tw/tspc/portal/news/content.jsp?type=news&sno=626 ; voir également la réaction de TAVOI (une ONG qui sera présentée *infra*) : http://www.coolloud.org.tw/node/52588.

65. Déclaration d'un membre du syndicat du *China Times* lors d'une journée d'études organisée par TAVOI avec son homologue de Hong Kong, à Taipei, le 30 avril 2007.

Dans une approche sociologique, Wu Yi-ling a analysé un cas similaire qui s'est produit à Chunghwa Telecom (*Zhonghua dianxin*) [66]. En 1992, le cancer du nasopharynx fut diagnostiqué chez trois employés de bureau travaillant dans le même département. Réagissant promptement, les membres du syndicat ont découvert que des vapeurs d'acide sulfurique s'échappaient d'une bouche de ventilation en communication avec un local d'alimentation électrique. La direction a fait disparaître les preuves avant la venue de l'inspection du travail et tenté de dissuader les employés atteints de déposer une demande de reconnaissance en maladie professionnelle. Le syndicat recensera peu après un total de 14 employés de différents bureaux de Chunghwa atteints du même cancer, et en 1996 le Yuan législatif demandera à l'entreprise d'indemniser 17 cas. Wu Yi-ling montre que les employés ont obtenu ces résultats parce qu'ils avaient une organisation syndicale solide et soucieuse d'acquérir ses propres connaissances sur l'épidémie, tantôt en collaborant avec des médecins, tantôt en s'opposant aux décisions d'autres experts médicaux. Ce faisant, ils ont pu défier l'entreprise et les autorités publiques pour, à la fois, éradiquer immédiatement la source du problème, et obtenir une prise en charge digne de ce nom (et non une somme forfaitaire imposée à la va vite et en catimini).

Si ces deux cas ont fait surface, c'est parce qu'ils sont advenus dans des grandes entreprises connues, qui avaient des syndicats bien organisés et dotés d'une indépendance critique. Il va sans dire que lorsque de telles épidémies apparaissent dans des petites ou moyennes entreprises, où les syndicats – quand il y en a – sont moins bien organisés, et dont les connections politiques sont nulles ou presque, ces batailles ont beaucoup moins de chance d'émerger et personne n'entendra parler des risques en question.

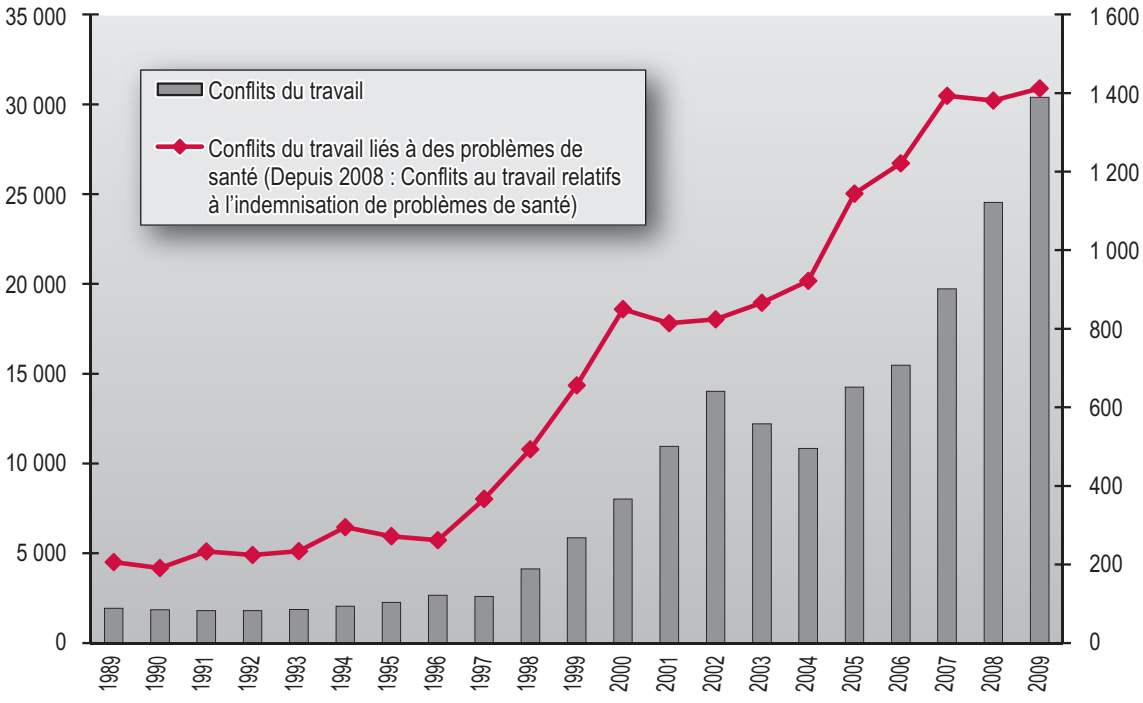
Vers un « triangle de fer » de la santé au travail ?

En contraste avec la situation de la Corée du Sud où les syndicats ont fondé des organisations spéciales pour faire avancer la prévention et l'indemnisation des risques occupationnels, les actions spécifiques menées par les syndicats taiwanais sont rares. Un facteur objectif d'importance est que, par rapport à la Corée, peu de travailleurs sont syndiqués [67]. Outre les syndicats, le rôle des médecins et de l'inspection du travail est généralement considéré comme décisif dans la prévention des risques occupationnels. Concernant les premiers, il existe à Taiwan beaucoup d'associations professionnelles comptant des milliers de membres [68]. Parmi les 12 universités dotées d'une faculté de médecine, cinq possèdent un département de santé occupationnelle et environnementale, et deux sont reconnues comme les meilleures universités de l'île, l'Université nationale de Taiwan (NTU) et l'Université nationale Cheng Kung (NCKU), bien classées au niveau international [69]. Ces deux universités sont particulièrement influentes auprès des plus hauts dirigeants de l'État, leur faculté de médecine entretenant par exemple d'étroites relations avec l'EPA, le ministère de la Santé et le CLA. Au cours des 20 dernières années, les chercheurs taiwanais qui ont été formés dans des universités nord-américaines prestigieuses comme la Harvard School of Public Health ont exercé une pression importante sur l'État. La génération de chercheurs qui a commencé à travailler dans les années 1980 a profité également du contexte favorable de la démocratisation pour pousser le gouvernement taiwanais à créer un système universel de réparation pour les accidents du travail et les maladies professionnelles. Comme je l'ai examiné ailleurs, cette génération de chercheurs hésite souvent entre une sympathie pour les victimes et un positivisme académique qui les maintient dans la position de l'expert neutre [70]. La génération suivante s'inscrit désormais dans une démarche plus critique du système actuel. Influencée par la sociologie critique, le constructivisme et la sociologie des sciences, elle entend montrer que la reconnaissance des maladies professionnelles ne saurait reposer uniquement sur l'analyse biomédicale sans envisager sérieusement les *paramètres* sociaux, politiques, culturels et économiques [71].

En ce qui concerne l'inspection du travail, il y avait en 1990 à Taiwan 200 inspecteurs gouvernementaux responsables de 191 824 établissements, ce qui équivalait à la fréquence d'une inspection tous les 15 ans par établissement. Dix ans plus tard, en 2001, les inspecteurs étaient passés à 281, puis à 356 en 2008, ce qui hissait Taiwan dans la moyenne des

66. Yi-ling Wu, « The Political economy of occupational disease in Taiwan; case studies of social recognition and workers' compensation », Thèse de doctorat, Université du Sussex, Département de sociologie, 2009, p. 172-201.
67. Voir l'article de Chin-fen Chang et Heng-hao Chang dans ce numéro, ainsi que Liu Hwa-Jen, « Zhongxin sikao… », *art.cit.*
68. La première, l'Industrial Safety and Health Association of the ROC, Taiwan (*Zhonghua minguo gongye anquan weisheng xiehui*) a été créée dès 1950, et six autres ont vu le jour entre 1992 et 2001.
69. La NTU et la NCKU sont respectivement 76e et 169e du classement SIR 2009 des meilleures institutions de recherche dans le monde.
70. P. Jobin, « Les cobayes portent plainte... », *art. cit.*, P. Jobin, Y.-H. Tseng, « Guinea pigs go to court… », *art. cit.*
71. Voir par exemple les participants de la conférence *Woguo changcheng zhiye weisheng zhengce guihua zhi zhibiao jiangou xianqu yanjiu* (Recherche et indicateurs pour une politique de long terme et de régulation de l'hygiène et de la sécurité au travail), College of Public Health, National Taiwan University, Taipei, 31 octobre 2009.

Graphique 2. Conflits du travail liés à des problèmes de santé



Source: Council of Labor Affairs, ROC

pays industrialisés [72]. Ce nombre demeure toutefois insuffisant pour couvrir les nombreuses PME et bien que depuis 2002 les inspecteurs ont obtenu le pouvoir de punir directement les transgresseurs, en pratique, la majorité des inspecteurs reste timorée et les avertissements demeurent sans suite [73].

Lorsque les syndicats, les inspecteurs et les médecins agissent de concert, ils forment une sorte de « triangle de fer » positif qui peut améliorer la visibilité des risques dans l'arène publique. Ce n'est pas un état de choses pérenne, mais il s'est déjà produit à certaines reprises en Scandinavie, en France, en Angleterre, aux États-Unis et au Japon, et la plupart du temps en dépit du manque d'inspecteurs du travail ou d'une syndicalisation limitée. Dans ce processus de changement social tendant à donner plus de visibilité aux risques industriels, ce que j'appelle les *ONG du travail* (ci-après ONGT) sont un acteur supplémentaire, un nouveau venu dans le mouvement ouvrier. Si elles tirent leur origine du mouvement ouvrier dont elles restent partie prenante, elles traversent les frontières institutionnelles, pour provoquer le corps des inspecteurs aussi bien que les syndicats. Le cas de ces ONG à Taiwan est particulièrement intéressant.

Les ONG du travail, de nouveaux venus dans la bataille

Le CLA a publié des données intéressantes sur les conflits engendrés par les accidents du travail et maladies professionnelles : la courbe de leur évolution suit clairement la tendance générale des conflits du travail, avec quelques nuances intéressantes. (Voir graphique 2) Pour les problèmes de santé, la croissance entre 1996 et 2000 a traduit la mobilisation des mineurs de charbon pour la reconnaissance des pneumoconioses dont la silicose (*supra*). Par la suite, alors que les conflits liés à des questions de santé a continué d'augmenter (jusqu'à 1 412 en 2009), leur part dans le nombre total de conflits du travail a diminué jusqu'à moins de 5 %. Bon nombre de ces conflits ont reçu le soutien des syndicats, mais l'absence de syndicats dans les PME ou leur

72. Cheng Yawen *et al.*, *Woguo changcheng zhiye weisheng zhengce…* (Actes du colloque), 31 octobre 2009, *op. cit.*, (4), p. 13-14.

73. Lin Liang-jong, « Laodong jiancha yu zhiye anquan weisheng zhengce » (Inspection du travail et politiques d'hygiène et de sécurité au travail), Actes du colloque *Zhiye anquan weisheng zhengce zhi xiankuang, wenti yu gaijin fangxiang* (Politiques d'hygiène et de sécurité au travail : situation actuelle, problèmes et directions pour une réforme), National Taiwan University, College of Public Health, 6 décembre 2008, (5), p. 15.



Une manifestation organisée par TAVOI devant le siège du gouvernement à Taipei, le 28 avril 2010, à l'occasion de la Huitième journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail. Quelques ONG environnementales comme Taiwan Watch (*Kanshou Taiwan*) y participent également pour protester en solidarité avec les paysans contre l'extension du Central Science Park (*zhongke*), d'où les huitres jetées par terre. © Paul Jobin

emprise limitée sur le mode de gestion adopté par les grandes entreprises n'a pas vraiment aidé à améliorer la prévention sur la majorité des lieux de travail. Ce rôle limité des syndicats explique pourquoi, dans une tendance proche d'autres pays asiatiques comme le Japon et la Corée, ou plus récemment la Chine, les ONG du travail taiwanaises ont investi ces conflits. Les ONGT peuvent être définies comme des organisations indépendantes des syndicats, mais engagées dans le mouvement ouvrier. Elles collaborent avec les syndicats lorsqu'ils existent ou sont prêts à s'investir sur ces questions, mais elles savent s'en passer si nécessaire. Au Japon et en Corée, plusieurs ONG se sont ainsi spécialisées dans la résolution de conflits liés aux problèmes de santé, en aidant concrètement les victimes d'accidents du travail et maladies professionnelles à obtenir une réparation et, parallèlement, à définir des enjeux publics, les faire monter en généralité et en visibilité comme par exemple pour le *karōshi* ou l'amiante [74]. Leurs équivalentes taiwanaises ont également joué un rôle décisif dans une série de cas, en pressant le gouvernement de lancer, puis de réformer, le système de reconnaissance.

En 1990, Nicole Tilman, une religieuse catholique belge disposant d'une formation médicale, a fondé le Centre Ching-Jen pour la santé et la sécurité au travail, à Taipei, avec l'aide financière de l'Église catholique allemande. Après le départ de Tilman pour les Philippines en 1995, Tsai Chih-chieh, un jeune travailleur social, a pris le relais avec l'aide d'un prêtre belge. Tilman, puis Tsai, ont recherché puis encouragé les ouvriers des mines de charbon touchés par la silicose ou d'autres formes de pneumoconiose à élaborer une demande collective pour des soins médicaux et des indemnités [75]. Cette bataille pionnière aura l'impact le plus important sur le système de reconnaissance des maladies professionnelles (*supra* graphique 2). En 1992, le Centre Ching-Jen a encouragé la naissance d'une autre as-

74. Voir P. Jobin, *Maladies industrielles et renouveau syndical au Japon*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2006.

75. Lin Yi-Ping, « Meikuanggong chenfeizheng de difang zhishi, kexue yanjiu yu jiankang zhaohu; gonggong weisheng de shijiao » (Savoir local, recherche scientifique et soins médicaux de la pneumoconiose des ouvriers des mines de charbon ; une perspective de santé publique), Thèse de doctorat, College of Public Health, National Taiwan University, 2004 ; Wu Yi-Ling, *The Political economy of occupational disease in Taiwan…*, *op. cit.*, p. 66-72, 135-170.

sociation dont le nom exprimait plus clairement l'engagement auprès des victimes des « dégâts du travail » : l'Association taiwanaise pour les victimes des accidents du travail, ou *gongshang xiehui* selon son abréviation en chinois, ou TAVOI selon son acronyme anglais [76]. Les chefs de file de cette nouvelle association sont des chercheurs et des activistes d'obédience chrétienne ou ancrés politiquement à gauche [77]. Les premiers combats de TAVOI et de Ching-jen se sont concentrés sur les blessures et accidents mortels (mutilations, brûlures par électrocution, chutes mortelles sur les chantiers de construction, etc.), avant que la part des maladies comme la silicose et les cancers prennent une part plus importante. Leur objectif principal est d'apporter une aide aux travailleurs, ou à leurs familles en cas de décès, afin de négocier des indemnités avec l'employeur. Parallèlement, ces associations ont exercé une pression sur l'État pour l'instauration d'un système de reconnaissance, ayant à cœur de transformer les risques occupationnels en questions publiques et socialement visibles. Sur ce point, TAVOI a obtenu d'excellents résultats. Depuis la fin des années 1990, grâce à la créativité multiforme de Ku Yu-ling, une jeune militante, TAVOI a su attirer l'attention des médias à travers des manifestations, principalement devant le CLA ou les entreprises concernées. Huang Hsiao-ling qui lui a succédé poursuit la même veine critique. Les membres de TAVOI, dont plusieurs ont eux-mêmes subi un accident du travail ou une maladie professionnelle, font preuve d'imagination et de pédagogie pour en expliciter les tenants et les aboutissants à travers des sketches de théâtre de rue. (Photos 6-7)

TAVOI a aussi publié des récits émouvants appuyés par des images choquantes d'ouvriers blessés et de leurs familles, qui soulignent la violence cachée des conditions de travail dans les PME, les entreprises sous-traitantes des usines, les chantiers de construction..., montrant ainsi le résultat logique d'une telle violence, le caractère *non accidentel* ou fortuit des blessures et maladies occasionnées [78]. Cette situation n'est bien sûr pas spécifique à Taiwan, mais les ONGT comme TAVOI ont un certain talent pour montrer le problème du doigt et trouver des arguments contre la théorie de « la négligence de l'employé », très répandue parmi les employeurs et les autorités publiques [79]. Depuis la fermeture du Centre Ching-jen en 2006 pour raisons financières, TAVOI reste dorénavant la principale organisation mobilisée contre les risques occupationnels. De façon plus occasionnelle, d'autres groupes s'y impliquent aussi, comme le Taiwan Labor Front (*Taiwan laogong zhenxian*) dont les racines remontent au mouvement ouvrier des années 1980, le Workers Legislation Committee (WLC, *gongweihui*) créé à peu près au même moment que TAVOI, ou le site internet Coolloud (*kulaowang*), lancé en 1997.

Par rapport aux orientations fortement politiques du mouvement anti-nucléaire (*supra*), les ONG du travail sont plus critiques et indépendantes des partis politiques. Il y a eu pourtant quelques tensions au début du mouvement entre Ching-jen et TAVOI, quand certains membres du TAVOI ont utilisé l'association comme une plateforme de soutien au DPP [80]. TAVOI et d'autres organisations comme le Taiwan Labour Front s'envoient parfois des jolies fleurs, lorsque par exemple des membres du premier expriment des sentiments prochinois ou de l'indifférence à la cause de l'indépendance taiwanaise, préférant insister sur la solidarité internationale entre travailleurs, y compris envers certains groupes du continent. Mais ces différentes opinions ne forment pas des frontières idéologiques rigides. Quelle que soit l'orientation politique (camp vert ou bleu), la plupart de ces militants préférerait insister sur la prévention plutôt que sur la réparation, mais la pénurie de leurs moyens les oblige à accorder priorité aux nombreuses victimes des accidents et maladies professionnelles qui frappent à leur porte. D'un côté, les indemnités obtenues à travers le système de reconnaissance de ces « dégâts du travail » sont de maigres consolations en comparaison de ce qui pourrait être obtenu à travers un procès. D'un autre côté, les procès sont une voie beaucoup plus ardue, car ils requièrent plus d'argent, d'énergie et de patience, et une organisation plus étendue (avocats, médecins, militants).

En outre, depuis la fin des années 2000, les ONG du travail ont prêté une attention grandissante à la situation des travailleurs migrants du Vietnam, de Thaïlande, des Philippines et d'Indonésie qui sont employés dans les usines taiwanaises ou pour des tâches domestiques. En cas d'un accident

76. On trouve aussi parfois les traductions et acronymes suivants : TAVOID (Taiwan Association for the Victims of Occupational Injuries and Diseases), ou TAVOAD (Taiwan Association for the Victims of Occupational Accidents and Diseases). TAVOI est celui utilisé par l'association elle-même pour ses activités à l'étranger comme lors de sa participation à l'ANROAV, l'Asian Network for the Rights of Occupational Accidents Victims.

77. Comme Hsia Lin-Qing, professeur de psychologie à l'université catholique Fu Jen, et Zeng Cun-qi, un militant syndical bien connu.

78. Kuo Ming-chu (éd.), Ho Jing-tai (pictures), *Gongshang. Zhizaizhe koushu gushi shu* (Les dégâts du travail. Témoignage oral de victimes), Taipei, Taiwan gongyun zazhi she, 1996 ; TAVOI, Ho Jing-tai, *Mumian de yanse. Gongshang xianying,* The color of the kapok blossom ; occupational injury victims (titre anglais indiqué sur la couverture ; le kapok est une fleur que TAVOI a pris pour emblème), Taipei, Dakuai wenhua chuban, 2003. Pour des témoignages similaires et leur analyse en anglais, voir Yu-feng Wong, « The occupational health and safety in Taiwan, 1987-1999 », Thèse de doctorat, Cardiff University, 2002, p. 47-86.

79. Robert Tierney, « State and Corporate Neglect of Occupational Health and Safety in Taiwan », *Asian Labour Update,* n° 30, octobre 2006-mars 2007, p. 30-36.

80. Interview de Nicole Tilman à Manille, septembre 2008.



A Taipei, le 28 avril 2010 (*supra* photo p. 63). À gauche, une jeune ouvrière de HTC (High Tech Computer – *Hongdadian*) explique qu'elle et ses collègues ont souvent des nausées ou maux de tête à cause de l'odeur forte des solvants qu'elles utilisent. À sa droite se tient une ancienne employée de RCA. Après avoir été exposée à des solvants pendant les années 1970, les employées de RCA ont développé diverses formes de cancers. Des conséquences similaires sont à craindre pour leurs jeunes consœurs de HTC. © Paul Jobin

ou d'une maladie causé par le travail, leurs capacités langagières limitées en chinois ou en taiwanais, ajoutées à leur ignorance des lois du travail, facilite le rejet par leurs employeurs de leurs demandes de soins médicaux et/ou d'une compensation financière. La situation des femmes aides à domicile est souvent la pire, puisqu'elles se retrouvent exclues du Code du travail, sans limitation de durée de travail ni jour de congé. En cas d'accident grave, elles peuvent se voir simplement renvoyées dans leur pays d'origine sans indemnité au prétexte qu'il s'agit d'une « blessure ménagère » relevant de leur propre erreur. Cet état prolongé d'iniquité, structuré par les lois, a par exemple poussé Ku Yu-ling de TAVOI à rejoindre la Taiwan International Workers Association (TIWA, *Taiwan guoji laogong xiehui*), qui a été fondée pour fournir de l'aide à ces migrants, les organiser, et faire pression sur le CLA en vue d'une réforme de la loi, à travers par exemple des manifestations colorées qui empruntent au répertoire de TAVOI [81].

Les creuseurs de métro ou les sous-sols du risque

Selon les données du CLA (tableau 2), entre 1999 et 2009, il y aurait eu 21 cas de maladie des caissons, ou maladie de décompression, encore appelée « maladie du plongeur » [82]. Cependant, pour la seule période 1999-2001, une étude menée par des chercheurs rattachés au CLA a recensé 1 448 personnes atteintes de cette maladie « possiblement ou probablement liée au travail » [83]. Puisque le même article présentait par ailleurs la maladie du plongeur résultant de la construction du métro de Taipei comme un problème majeur de santé au travail à Taiwan, il ne serait pas étonnant qu'une portion significative des 1 448 cas diagnostiqués ait été employée à creuser les sous-sols de Taipei. L'analyse approfondie que Wong Yu-feng a dressée de cette histoire permet de clarifier la contradiction apparente des données du CLA [84].

La construction du Taipei Rapid Transportation System (TRTS) a débuté en 1987. Chen Shui-bian qui était le maire de Taipei de 1994 à 1998, ainsi que son successeur Ma Ying-jeou, ont tous deux bénéficié de cette réussite majeure, un réseau de transport sûr et propre qui a changé la vie quotidienne de millions d'habitants, mais dont peu connaissent le prix payé par ceux qui l'ont creusé. Parmi les entreprises internationales qui ont répondu à l'appel d'offres, deux grandes entreprises japonaises, les *zenecon* (constructeur ou entrepreneur général) Kajima et Aoki, ont obtenu des contrats pour former des *joint-ventures* avec des entreprises locales. Aoki fut choisi nonobstant des résultats calamiteux en matière de santé et de sécurité durant la construction du métro de Hong Kong, qui laissa 800 ouvriers atteints de la maladie des caissons. La technique de travail sous pression permet d'éviter les infiltrations d'eau et de consolider les sols autour du tunnel. Cette opération nécessite pour les ouvriers qu'ils consacrent un temps suffisant au processus de compression et décompression, à l'entrée et à la sortie du tunnel. Mais pour économiser des coûts de main-d'œuvre et terminer dans les délais imposés par la direction du TRTS, les sociétés japonaises ont fixé des conditions proprement infernales. Par exemple, alors qu'à Hong Kong les postes étaient relayés toutes les six heures et comprenaient deux heures de décompression, à Taipei, les ouvriers devaient travailler sur des rotations de huit heures, avec à peine 30 minutes de décompression voire des durées encore plus réduites. Il n'est donc pas étonnant que sur ces parties de la construction, 40 % des ouvriers se soient retrouvés atteints de la maladie des caissons moins de cinq mois après avoir débuté leur travail [85].

Au cours de leur bataille pour rendre leur souffrance publique, l'un d'entre eux, Ho Kuang-wan, qui avait été embauché par la *joint-venture* de Kajima, est devenu militant à plein-temps de TAVOI. Grâce à son activisme, 33 autres ouvriers ont rejoint l'association pour tenter d'obtenir un dédommagement [86]. Comme l'a souligné Wong, la sous-traitance des risques est une autre façon de les rendre invisibles,

81. Voir la page d'accueil du TIWA : http://www.tiwa.org.tw/ et Ku Yu-ling, *Women, yidao yu laodong de shenming jishi* (Nous, les déplacées, les laborieuses. Récits de vie), Yinke chupanshe, Taipei, 2008. Pour une sociologie des travailleurs domestiques à Taiwan, voir Pei-chia Lan, *Global Cinderellas, Migrant Domestic and Newly Rich Employers in Taiwan*, Durham, Duke University Press, 2006.
82. La maladie du plongeur renvoie à un accident de plongée sous-marine alors que la maladie de décompression peut être causée plus généralement par toute sorte de situation de travail requérant une décompression, par exemple dans le percement d'un tunnel. Les conséquences les plus fréquentes sont des douleurs ostéo-articulaires, qui peuvent se révéler aigües, des symptômes neurologiques (maux de tête, troubles visuels, etc.), une extrême fatigue, des problèmes respiratoires ou des troubles dermatologiques (démangeaisons, fourmillements, etc.).
83. Tung-Sheng Shih *et al.*, « Occupational Health Research in Taiwan », *Industrial Health*, 2004, vol. 42, p. 126.
84. Yu-feng Wong, « The occupational health and safety in Taiwan, 1987-1999 », *art .cit.*, p. 115-250.
85. *Ibid.*
86. Ho Kuang-Wan, « Zizhuan qianshuifu bing de jingyan » (Mon expérience de la maladie du plongeur), 4 pages A4 document imprimé, et mon entretien avec l'auteur, Taipei, avril 2008.

et il était même stipulé explicitement par la direction du TRTS qu'en cas d'accident ou de maladie, c'était à l'entreprise sous-traitante d'en assumer la charge et non au TRTS. Pour compléter le mécanisme global de cette invisibilité sociale des risques, le comité du CLA en charge de décider des maladies professionnelles veille autant que possible à reporter le fardeau de l'indemnisation sur les entreprises sous-traitantes. Au cours des discussions d'experts, les principaux intéressés, à savoir les ouvriers eux-mêmes, se sont vus refuser le droit de défendre leur cause, tandis que les avocats de l'entreprise qui avait joué avec leur vie disposaient de toute latitude pour s'exprimer. Cette question est donc un cas emblématique de la manière dont les ONGT défient l'invisibilité structurelle des risques occupationnels. Comme pour la silicose des mineurs, sans leurs efforts pour médiatiser la maladie, celle-ci serait probablement restée *souterraine*.

L'amiante ou de la difficulté de mobiliser faute de scandale « environnemental »

L'asbestose est une maladie pulmonaire provoquée par une exposition prolongée à l'amiante, généralement sur des lieux de travail comme des usines d'amiante ou des chantiers navals. À Taiwan, seuls 52 cas connus ont été dédommagés jusqu'à présent (voir tableau 1). Depuis le déclin de l'industrie de l'amiante au milieu des années 1980, de nouveaux cas sont moins susceptibles d'apparaître. Mais il en va différemment pour le cancer des poumons lié à l'amiante et le mésothéliome, un cancer de la plèvre quasi exclusivement provoqué par une exposition à l'amiante, pouvant survenir après une durée courte d'exposition et sans seuil minimal de quantité. Une enquête épidémiologique sur 423 cas de mésothéliome à Taiwan a conclu à une augmentation et probable sous-estimation du problème au niveau national [87]. Jusqu'à aujourd'hui, en dépit du soutien de TAVOI et de quelques médecins de l'Université nationale de Taiwan, seuls trois cas de mésothéliome ont été indemnisés comme cancers professionnels (tous les trois concernaient d'anciens ouvriers des chantiers navals). Dans de nombreux pays, tant que les ouvriers meurent d'asbestose peu de temps après une exposition professionnelle intensive, l'amiante demeure un non-problème, ou un « scandale improbable » [88]. Car même s'ils sont touchés en nombre, le faible statut social des ouvriers attire moins l'attention des médias. La perspective de voir l'amiante devenir un « scandale probable » serait plus forte si un jour, les cols blancs ou des citoyens « ordinaires » étaient à leur tour frappés par le mésothéliome en raison d'une exposition environnementale survenue 20 ou 30 ans auparavant.

Le problème de l'amiante est un cas emblématique de la discrimination de classe inhérente aux maladies industrielles et de la persistance de doubles standards sur le plan national et international. Pendant les années 1970, lorsque la réglementation relative à l'amiante est devenue plus rigoureuse aux États-Unis et au Japon, les producteurs de textiles amiantés américains et japonais ont délocalisé une partie de leurs usines à Taiwan, tirant profit de l'environnement d'un cadre légal beaucoup plus lâche, d'une main-d'œuvre jeune, docile et instruite [89]. Par exemple, Nichias, qui est depuis longtemps le premier fabriquant de produits amiantés au Japon, a ouvert une usine en 1968 dans la zone industrielle spéciale (*jiagongqu* ou Export Processing Zone) de Kaohsiung. L'usine était assez éloignée des zones résidentielles, mais comme aucune étude médicale n'y a été conduite, rien n'indique que les centaines de jeunes employées, qui ont probablement été exposés à d'importantes quantités d'amiante, sont en bonne santé aujourd'hui [90]. L'usine a été transférée en Chine vers 1990 [91].

À l'inverse du Japon et de la Corée qui ont décrété une interdiction totale de l'usage de l'amiante, Taiwan en importe toujours, tout en se limitant à 1 000 tonnes par an [92]. De plus, en dépit de leur fermeture en 1987, des résidents continuent de chercher du jade dans les anciennes mines d'amiante de Fengtien (près de la ville de Hualien), en essayant même de les transformer en attraction touristique [93]. Cette situation est toutefois relativement bénigne comparée à ce qui se passe en Chine où l'amiante est toujours utilisée en quantité astronomique [94]. De sorte qu'on peut craindre que la signature récente de l'ECFA (Economic Cooperation Framework Agreement) ne favorise l'importation de produits contenant de l'amiante. Ce qui rappelle le cas de Ni-

87. Lukas Jyuhn-Hsiarn Lee, Yu-Yin Chang, Jung-Der Wang, « Impact of malignant mesothelioma in Taiwan: A 27-year review of population-based cancer registry data », *Lung Cancer*, 68, 2010, p. 16-19.
88. J'emprunte cette formulation à Emmanuel Henry, *L'amiante, un scandale improbable,* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007.
89. Meei-shia Chen, Chang-Ling Huang, « Industrial Workers' Health and Environmental Pollution under the New International Division of Labor: The Taiwan Experience », *American Journal of Public Health*, July 1997, vol. 87, p. 1223-1231.
90. En mars 2009, avec des collègues japonais et coréens ainsi qu'un membre de TAVOI, nous avons découvert que l'usine avait été transformée en une fabrique de produits électroniques. En 1978-80, Linda Arrigo a visité l'usine Nichias : ses photos et notes sont disponibles sur www.flickr.com/photos/coolloud
91. Une société commerciale est enregistrée à Shanghai avec les mêmes caractères chinois que l'ancienne usine taiwanaise.
92. L'EPA a récemment annoncé que l'interdiction totale pourrait entrer en vigueur en… 2020 ! (Central News Agency, 26 juillet 2010)
93. *Cf.* notre enquête de mars 2009 à Fengtien, et *Ziyou shibao,* 26 juillet 2010.
94. D'après la version 2009 du Geological Survey Minerals Yearbook américain, la Chine est le premier consommateur mondial d'amiante avec environ un million de tonnes, dont la moitié provient des mines locales.

chias, qui a déménagé de Taiwan en Chine, et invite à considérer à plus grande échelle les conséquences d'un transfert des risques des deux côtés du détroit [95].

Conclusion

Aujourd'hui, après deux années du gouvernement de Ma Ying-jeou, et après une période de confusion pour le mouvement environnemental taiwanais durant les deux mandats de Chen Shui-bian, l'écologie militante montre des signes de renaissance à Taiwan. En raison de leurs expériences passées en qualité de membres du Tangwai ou d'intellectuels exilés, la première génération de militants écologistes perçoit les réactions du gouvernement actuel comme un retour aux anciennes façons de faire musclées pour répondre aux protestations populaires. Mais ils ont aussi appris à ne pas prendre les promesses du DPP pour argent comptant. La seconde génération de militants écologistes qui a développé son sens critique durant la période Chen Shui-bian partage la même réserve et continue d'inventer de nouvelles formes de protestation afin de promouvoir une prévention plus efficace des risques industriels. Alors que les parcs scientifiques et l'industrie électronique demeurent leurs cibles favorites, la question des centrales nucléaires, qui était au cœur du mouvement écologiste jusqu'au milieu des années 1990, est désormais laissée de côté comme si elle était devenue une question moins en vogue ou plus difficile à rendre publique. De plus, par rapport à la génération des pionniers, la nouvelle génération d'écologistes témoigne d'un plus grand intérêt pour l'impact des risques industriels sur la santé publique en général, en considèrant les risques occupationnels comme les premiers signes d'une pollution environnementale potentiellement plus étendue.

Les ONG environnementales (ONGE) comme les ONG du travail (ONGT) restent en marge du champ politique, une situation qui n'est en rien spécifique à Taiwan. Ce qui l'est plus, c'est que la grande ligne de partage politique qui divise l'île n'est décidément pas entre la gauche et la droite, socialistes et libéraux, mais entre « les bleus » et « les verts ». Comme nous l'avons vu, à ses débuts, la coalition verte a capitalisé sur les mouvements écologiste et ouvrier, avant d'adopter une ligne plus ambigüe pour se concilier les bonnes grâces des milieux d'affaires et garder une base industrielle forte à Taiwan. En ce qui concerne les élections politiques, il est pour l'heure improbable que le Parti vert ou les divers minucuscules partis de gauche parviennent à convaincre une part conséquente de l'électorat en défiant par exemple le DPP et le KMT sur leur politique libérale en matière de protection de l'environnement et la défense des travailleurs [96].

Pendant que les ONGE taiwanaises surveillent les différentes formes de *pollution invisible* comme les radiations nucléaires, les polluants atmosphériques ou les résidus chimiques, les ONGT analysent et combattent l'*invisibilité structurelle* des risques occupationnels. Les outils idéologiques des premiers empruntent plus volontiers au registre libéral et l'économie de marché, tandis que les seconds s'inspirent de la tradition marxiste et réclament l'intervention de l'État. Il n'est donc pas étonnant que l'appel des seconds pour une solidarité avec les victimes des maux du travail soit difficile à percevoir dans des médias taiwanais plus prompts à diffuser les messages du consumérisme individualiste, ou focalisés sur l'adversité des coalitions bleue et verte. Mais, profitant d'un nombre croissant d'opportunités, les ONG du travail coopèrent maintenant plus volontiers avec leurs consœurs de l'écologie, pour souligner la dimension « environnementale » des risques industriels, plus à même de retenir l'attention des médias. Leur but est d'obtenir assez de visibilité dans l'espace public pour pouvoir faire pression sur les entreprises polluantes et l'État. Tous ces militants sont bien conscients que, jusqu'à présent, les blogs, les forums ouverts, Facebook et les listes de diffusion sont des outils insuffisants lorsqu'ils ne sont pas relayés par les médias traditionnels. À cet égard, il importe de dissocier la question de la visibilité dans l'espace public, à travers des formes de médiatisation nouvelles ou traditionnelles, du problème beaucoup plus large de la *reconnaissance*. La visibilité du conflit est nécessaire pour entamer une négociation, mais elle n'est pas le but. En outre, les compensations financières représentent seulement un aspect de la reconnaissance. Si certains acteurs mettent un terme à leur combat lorsqu'ils obtiennent un dédommagement forfaitaire, d'autres poursuivent le leur

95. Pour prendre un autre exemple de « risques bilatéraux », de janvier à mai 2010, des journaux de Hong Kong et de Chine ont rendu compte des protestations dans une usine de Suzhou appartenant à l'entreprise taiwanaise Wintek (*Shenghua keji*), une autre entreprise phare de la « Silicon Island », fournisseur d'Apple et Nokia. Au moins une centaine d'ouvriers ont été intoxiqués par l'usage intensif d'un agent nettoyant contenant de l'hexane, un produit notoirement toxique. Les ouvriers avaient déjà protesté pour les mêmes raisons en août 2009, après la mort de l'un d'entre eux, âgé de 18 ans, et que 15 étaient atteints de paralysie. Cette épidémie est survenue alors que la dangerosité de l'hexane est connue à Taiwan depuis plus de 20 ans (J.D. Wang *et al.*, « An outbreak of N-hexane induced polyneuropathy among press proofing workers in Taipei », *Am J Ind Med*, 10, 1986, p. 111–118).

96. Pour les élections législatives de janvier 2008, le Parti vert a formé une alliance rouge-verte avec une organisation travailliste, mais a échoué de nouveau à obtenir le moindre siège. Aussi incertaines sont les chances de Pan Han-sheng, actuel porte-parole du Parti vert, d'obtenir un siège dans le district de Songshan lors des prochaines élections municipales de Taipei en décembre 2010.

dans l'espoir d'une reconnaissance *symbolique* de leur souffrance, à travers notamment la forme d'un procès[97].

Remerciements

Cette étude a bénéficié d'une bourse de recherche du Centre d'études chinoises (CCS) de la Bibliothèque nationale centrale (Taiwan). Hu Chi-chiang et Tseng Yu-Hwei ont contribué à recueillir la documentation. Ho Ming-sho, Frank Muyard, Cheng Yawen, Wong Yu-feng et Tu Wen-ling m'ont fait part de précieuses critiques pour améliorer la première version.

• **Traduit par Alexis Lycas et l'équipe de rédaction**

Glossaire

bentu yishi 本土意識
Changhua 彰化
Chan Chang-chuan 詹長權
Chang Kuo-lung 張國龍
Ching-Jen zhongxin 敬仁中心
daixing jianchayuan 代行檢查員
Erlin 二林 fanlan 泛藍
fanlü 泛綠 gaichi 外地
Gongchangfa 工廠法
Gonghai jiufen chuli fa 公害糾紛處理法
Gongshang (gongzuo shanghai) 工傷 (工作傷害)
Gongshang xiehui 工傷協會
Gongweihui (gongren lifa xingdong weiyuanhui) 工委會 (工人立法行動委員會)
Gotō Shinpei 後藤新平
karōshi 過勞死
Huanbaoshu 環保署
Huanbao yundong 環保運動
Ho Kuang-Wan 賀光卍
Ho Ming-sho 何明修
Hsie Chang-ting 謝長廷
Huanjing pinggu fa 環境評估法
Huang Hsiao-ling 黃小陵
jiagongqu 加工區
kexue yuanqu 科學園區
Kōjōhō 工場法
Ku Yu-ling 顧玉玲
Kulaowang 苦勞網
Laodong guancha 勞動觀察
Laogong baoxian tiaoli 勞工保險條例
Laogong anquan weisheng fa 勞工安全衛生法
Laodong jiancha fa 勞動檢查法
Laoweihui 勞委會
Lee Yuan-tseh 李遠 哲 / Lin Jun-yi 林俊義
Linyuan 林園 / Lukang 鹿港 / Lüse xidao 綠色矽島
Lüse gongmin xingdong lianmeng 綠色公民行動聯盟
Mulin jijin 睦鄰基金
Naichi 內地
Nichias 霓佳斯
Shenghua keji 勝華科技
Taidian 台電 (台灣電力公司)
Taiwan guoji laogong xiehui 台灣國際勞工協會
Taiwan huanbao lianmeng 台灣環保聯盟
Taiwan huanjing xingdong wang 台灣環境行動網
Taiwan laogong zhenxian 台灣勞工陣線
Taiwan lüdang 台灣綠黨
Tangwai 黨外 / Tosan 多桑 / Tu Wen-ling 杜文苓
Wong Yu-feng 翁裕峰
Wu Nien-jen 吳念真
Wu Yi-ling 吳怡伶 / Yunlin 雲林
Zizhu gonglian 自主工聯 (全國自主勞工聯盟)
Zhiye gonghui 職業工會
Zhiye zaihai laogong baohu fa 職業災害勞工保護法
Zhongke 中科
ziqiuhui 自救會

97. Voir P. Jobin, Y-H.Tseng, « Guinea pigs… », *art. cit.*